

1. Pyrénées-Orientales
2. Pyrénées-Orientales
3. Hérault
4. Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse
5. Cers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gironde
6. Aveyron, Cantal, Lot 1 zone

LA DÉPÊCHE

JOURNAL DE LA DÉMOCRATIE

Direction : Toulouse, 57, rue Bayard.

Bureaux de Paris : 4, Faubourg-Montmartre

1. Pyrénées-Orientales
2. Pyrénées-Orientales
3. Hérault
4. Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse
5. Cers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gironde
6. Aveyron, Cantal, Lot 1 zone

SIX PAGES AU MOINS

35^e ANNÉE — MERCREDI 6 JUILLET 1904 — N° 13,170

SIX PAGES AU MOINS

ABONNEMENTS

France, Algérie, Tunisie... 5 fr. 10 fr. 20 fr.
Etranger... 9 fr. 18 fr. 36 fr.

Opinions

LES RÉSERVES

La discussion du service de deux ans a porté, cette année, sur les réserves, leurs appels et leur encadrement en sous-officiers. Sujet d'intérêt majeur, précisément parce que le service de deux ans achève de rompre avec le système des troupes permanentes, place toute la force de l'armée dans les classes à court terme, formant à la mobilisation le gros des effectifs. Transition éminemment délicate et même critique, car il ne s'agit point de recommencer le saut dans l'inconnu, la néfaste aventure de 1869, alors que l'Empire, dans l'émotion de Sedan, a démolie l'ancienne armée, sans reconstruire la nouvelle autrement que sur le papier. En ce moment même, la guerre russo-japonaise ne nous enseigne-t-elle point à nouveau les si périlleuses surprises des préparations imprécises et mal ordonnées ?

Aussi bien, il se conçoit que, dans l'élaboration de la réforme militaire au Sénat, le ministre de la guerre ait insisté, encore entre les deux délibérations, afin qu'on redoublât de précautions dans le passage de la loi ancienne à la loi nouvelle, afin qu'il aucun jour notre mobilisation ne fût en aléa, en danger. Tout d'abord, il demandait à ne donner congé à la troisième classe que dans la proportion qu'il jugerait convenable, eu égard au chiffre des rengagements. Puis, les prudentes conditions du Sénat sur ces rengagements l'ayant rassuré, il a cependant exigé que, pour mieux expérimenter les résultats, pour mieux organiser la mise en train, il lui fût laissé un délai de deux ans avant l'application de la loi. En pensant aux effroyables conséquences d'une erreur en si grave matière qui n'approuve la patriotisme circonstanciel du ministre et de la commission sénatoriale ? Ce contrat d'assurance des réserves méritait mieux, à la Chambre, qu'un débat en trop petit comité, dans l'inattention générale. Il a subi de rudes acrotes ; il aurait pu même en subir de plus cruels encore, étant donné que, devant les banquettes vides, il n'y a guère de recours contre les coalitions d'intérêts particuliers, surexcités dans les questions de recrutement. Raison de plus pour apprécier l'effort méritoire qui s'est produit sur l'article 58, afin de donner au ministre de la guerre tout au moins une partie des garanties qu'il réclamait en matière de rengagements.

Le Sénat avait fixé, comme vous le savez, aux trois quarts pour les sous-officiers et à la moitié pour les caporaux et les brigadiers, le nombre des rengagements admis dans chaque corps de troupes. La commission de la Chambre limite l'admission à deux tiers pour les sous-officiers et à un tiers pour les caporaux et les brigadiers. Pour les simples soldats, elle fixe la proportion des engagements à 8 % dans les compagnies d'infanterie, à 15 % dans les escadrons et batteries. Le rapporteur, M. Bertheaux, a fait connaître en cours de discussion, sur quelles bases la conciliation s'est faite avec le général André. Pour les sous-officiers, la commission concède ce que le ministre demandait, à savoir que les proportions de rengagements soient, non pas facultatives, mais obligatoires. A son tour, le ministre accepte les propositions de la commission, en tant que, selon les indications du rapporteur, elles représentent avec celles du Sénat seulement une différence de 1,000 sous-officiers en moins sur 41,000 ; de 4,000 caporaux et brigadiers en moins sur 46,000 ; moyennant quoi, le complet des cadres de réserve est assuré sans déficit ni pléthore. Quant aux engagements de simples soldats, la commission ne limite que ceux d'un an, les moins avantageux pour l'armée, précisément afin d'influer sur l'augmentation des engagements de deux et trois ans. Pour ces derniers, le droit est reconnu au ministre de les laisser contracter dans la mesure qu'il jugera nécessaire. Cet arrangement intéresse surtout la cavalerie et l'artillerie à cheval. L'effectif de notre cavalerie est de 64,000 hommes, dont 50,000 provenant des appels et 14,000 des engagements et rengagements. Le service de deux ans réduira à 39,000 hommes le contingent des appels : il manquera donc 25,000 hommes. Soit 11,000 hommes à engager et rengager, en plus des 14,000 actuels, à l'aide des primes spéciales admises de concert par la commission et le ministre.

Peut-être serait-il plus sûr de s'en tenir au projet du Sénat ; en tout cas, l'accord intervenu à la Chambre marque une sérieuse préoccupation du problème exclusivement militaire, examiné en lui-même, en dehors de toute obsession

étrangère. Il n'en a point été de même pour l'autre partie, non moins importante du même sujet, celle qui concerne les appels. Ici, désaccord et débandade. Le ministre n'a point obtenu de la commission et de la Chambre que, pour les réservistes de l'active, les périodes d'exercices fussent renouées à vingt et un jours, terme adopté par le Sénat, au lieu de quinze. Et pour les territoriaux, la commission elle-même pas plus que le ministre n'ont obtenu le maintien de la période d'exercices, même réduite à une semaine, au lieu de treize jours.

Notons, comme circonstance atténuante, que la cause même des appels était déjà gravement compromise par la manière défectueuse dont ils ont été entendus et appliqués par l'autorité militaire, toute la première. Au début, personne n'avait bronché contre les vingt-huit et les treize jours. Ce sacrifice fut accepté par la nation, avec la même bonne volonté, toute simple et très consciente, que tous les autres, qui ont contribué au relèvement de notre puissance militaire, par suite au relèvement de notre sécurité et de notre influence dans le monde. Le bon sens n'indiquait-il pas que, pour remplir son utilité, qui est d'entretenir l'entraînement des réservistes pour la guerre, la période des appels doit les associer exclusivement aux grandes manœuvres, aux exercices de campagne ? Double avantage, d'abord pour eux-mêmes, qui se refont au harnois de guerre ; puis pour les officiers et sous-officiers, qui, par la même occasion, s'habituent à diriger non plus des unités plus ou moins squelettiques, mais des pleins effectifs de mobilisation. Il importe d'insister sur ce second point ; car l'extension de la puissance des feux, telle qu'elle apparaît, non seulement dans les prévisions des techniciens, mais dans les faits de guerre — voyez plutôt en Mandchourie — commande une révolution de la tactique, des formations de combat, des chaînes lâches de tirailleurs, des lignes amincies et débordantes, etc., que les chefs doivent expérimenter eux-mêmes, dans les plus complètes conditions, afin de les enseigner pertinemment à leurs hommes. N'est-il pas surprenant que cette utilité maternelle des appels, l'autorité militaire en ait si peu tenu compte, elle qui y a pourtant un intérêt si direct ?

Tout le monde sait, et M. Bertheaux l'a constaté dans son rapport, que beaucoup trop de réservistes, en particulier tous ceux de la cavalerie et de l'artillerie ne vont pas aux manœuvres, que même ils ne sont pas remis à l'instruction, qu'ils sont surtout employés aux corvées du quartier, pansage, service de garde, etc. Dans l'infanterie même, les grandes manœuvres ne voient ni ceux qui sont convoqués aux printemps, ni ceux qui, même en août, sont retenus à la caserne. A-t-on cependant à se plaindre de ceux qui arpentent les champs, avec les camarades ? Nullement ; on s'accorde à louer leur zèle et leur endurance, cette remarquable endurance qu'un journal allemand, qui à l'instinct même me lombe sous les yeux, note non sans envie, en l'expliquant tout prosaïquement parce que « le fils du paysan français est bien nourri ! » Par quelle routine s'obstine-t-on à ne point tirer d'un élément si précieux tout le bon parti naturellement indiqué ? La moralité ne s'est point fait attendre. Les réservistes, dont les vingt-huit jours se passent ou plutôt se traînent à pivoter dans la cour de la caserne, ou mieux encore à balayer le quartier, ont estimé et répété que ce n'était point la peine de les déranger pour pareille besogne, d'interrompre leur propre travail et de dépenser par surcroît l'argent de l'Etat. Une légende, embellie comme de juste dans l'inévitable exagération électorale, s'est répandue que les appels, pardonnez l'expression, ne sont qu'une blague.

Voilà avec quelle méchante réputation lesdits appels se sont présentés à la Chambre, dans la crise politique actuelle, où les partis sont acharnés, et trop tentantes les surenchères populaires. L'appel des réservistes n'a été sauvé que parce que la commission l'a fait tout petit, quinze jours au lieu de vingt-huit. Mais, avec cette réduction, que devient-il ? Le général André a démontré que la participation des réservistes aux grandes manœuvres exige un strict minimum de vingt et un jours. La série des exercices de brigade, de division, de corps d'armée isolé, enfin de corps d'armée contre corps d'armée, prend douze jours. Il faut un jour pour conduire les troupes sur le terrain et un jour pour les en ramener, même en usant des chemins de fer. Soit quatorze jours. De plus, avant d'envoyer les hommes aux manœuvres, il importe de les remettre à la pratique du tir et à deux ou trois marches d'entraînement. Ajoutez le temps de prendre et de quitter l'équipement ; nous voici tout juste au bout des vingt et un jours. Le ministre a eu beau les réclamer « avec toute l'énergie dont il était capable ». En vain, il a déclaré que les lui refuser, c'était « décider qu'il ne doit plus y avoir d'appels de réservistes. Les banquettes vides ont voté, sourdes et impassibles.

Dès lors, que pouvait peser la semaine,

la petite semaine des territoriaux ? Cependant, la pauvre a trouvé dans le rapporteur, M. Bertheaux, un défenseur d'autant plus ardent qu'il comprenait, sans doute, mais un peu tard, que cette radicale exécution de la territoriale était facilitée par la commission elle-même, refusant d'accorder au ministre les vingt et un jours de la réserve. Il a opposé la plus topique réfutation de la thèse, que ce n'était pas la peine de déranger pour six jours les territoriaux, qu'en cas de guerre, avant de rencontrer l'ennemi, ils auraient bien toujours une semaine pour se remettre au métier. M. Bertheaux a objecté que les unités territoriales, en cas de guerre, dès le premier jour, doivent occuper le vaste réseau de nos fortifications, prendre leur service dans les places mêmes de la frontière, et constituer les brigades volantes sur les côtes ; que, dès lors, elles n'auraient pas le loisir de se familiariser avec leur armement ; que, d'ailleurs, les cadres de l'armée active courraient tous à leur destination immédiate, sans pouvoir apporter leur concours à l'instruction des hommes de seconde ligne. Avec non moins de sens, il a ajouté que pour se faire une idée nécessaire de leur rôle en temps de guerre, ces unités ont besoin, dès le temps de paix, de se reconnaître en quelque sorte, de prendre corps, ne fût-ce que durant une semaine ; sans cette convocation préalable, les assujettis risquent fort de s'imaginer qu'ils en ont réellement fini avec le service militaire. Ce serait « la territoriale sur le papier », tout comme la mobile de 1869, ainsi que l'a rappelé à point le rapporteur.

Ces arguments, ceux de M. Bertheaux sur la territoriale aussi bien que ceux du général André sur la réserve, sont si concluants qu'on ne doit nullement désespérer de leur revanche, de leur succès final, lors de la seconde délibération, que tout le monde tient pour inévitable. Le Sénat ne pouvant pas enregistrer ces amendements, trop incompatibles avec le principe des réserves.

Seulement, il importe qu'alors la question soit posée dans ses termes précis : non point raccourcir outre mesure, encore moins supprimer les appels, mais en assurer la pleine utilisation par des précautions formelles. Dans cette voie, et la salutaire réflexion aidant sur la salubre identité de la République et de l'armée, un nouvel accord équitable finira par se réaliser, par le même motif supérieur, qui a fait s'entendre le ministre et le Sénat sur les garanties du service de deux ans et, tout récemment, le même ministre et la Chambre sur les rengagements.

JEAN FRONTIERE.

Pointes Sèches

Le Secret

Je le connais enfin ce secret plein d'horreur. C'est X... lui-même, le grand X..., le seul X... qui me l'a révélé. Je l'ai rencontré : il a gardé son masque, mais il a parlé : « Si les Charteux se turent, n'aurait-il dit, c'est au nom d'un scrupule de conscience. Pas celui que vous supposez, un autre. Vous allez voir, je suis pour les Charteux un vieil ami. Je leur fais faire annuellement un chiffre considérable d'affaires. J'ai donc été les voir quel temps avant leur départ et je leur ai poussé cette petite colle : Tout se vend, c'est donc que tout peut s'acheter... »

« — Halte-là ! m'a interrompu le général. — Pardon, ai-je continué vivement, mais je peux invoquer quelques cas qui vous sont familiers. Vous prétendez, par exemple, que si notre mère Eve n'avait pas succombé à une tentation, pourtant fort naturelle, celle de manger une pomme, nous n'aurions jamais été chassés du paradis. C'est du chantage. D'autre part, les prédicateurs de votre religion ne cessent pas de nous menacer des tourments de l'enfer si nous ne savons pas désobéir à nos penchants. C'est de la menace sous condition. Je ne veux pas vous rappeler, parce que la première vertu de l'homme d'affaires est la courtoisie, que le Pape vend des indulgences, des titres de comte et des annulations de mariage. Je ne veux pas davantage insister sur le caractère déloyal de certaines industries pieuses. Vous m'accorderiez bien, cependant, que saint Antoine de Padoue est un bonhomme vaguement immoral qui fait gagner les plus mauvais procès (ceux où l'on a tort, apparemment) et qui permet aux cancres les plus notoires de passer victorieusement leurs examens. Faut-il continuer ? Non. C'est bien. Ergo, quand j'étais de vous vendre une influence chimérique, je ne faisais accidentellement que ce que vous faites tous les jours. Et vous me laissez entreprendre une campagne. Si je réussis, vous cassez. Si j'échoue, vous envenimez mon nom dans le silence du cloître, et vous m'aspirez... »

« — C'est trop naturel ! fit alors le général d'une voix cordiale. — Et voilà pourquoi aujourd'hui il garde le silence », acheva l'X... des Charteux en souriant.

GRIFF

La Politique

DERRIÈRE LA LÉGALITÉ

J'aurais mauvaise grâce à refuser l'insertion de la lettre qu'en va lire. Elle est écrite sur le ton de la plus parfaite urbanité et la *Dépêche* n'a pas coutume d'esquiver les discussions courtoises.

Castelnaudary, le 3 juillet 1904.

Monsieur,

Au retour d'un voyage, on me communique le numéro de la *Dépêche* du vendredi 1^{er} juillet 1904, dans lequel sous le titre de « Rempart légal », vous faites à l'Ecole de Sorèze l'honneur de vous occuper d'elle.

Si votre article n'est contenu que des vérités, je me serais loupé de la publicité aussi gratuite que considérable dont votre journal aurait pris l'initiative quoique, à dire vrai, Sorèze jouisse, dans notre Midi, d'une autorité suffisante qui dispense de recourir aux réclames du meilleur aloi.

Malheureusement, celui qui vous a fourni les matériaux nécessaires à votre attaque, — car attaque il y a — était mal documenté.

Vous me permettez de redresser les inexactitudes voulues et... tendancieuses du récit dont je me plains.

Vous dites que « l'Ecole de Sorèze est dirigée par un obscur professeur de la maison ».

Je ne sais s'il y a à la *Dépêche* « d'obscur » rédacteur, mais j'affirme que chez nous tous ceux qui collaborent à l'œuvre commune le font avec une modestie, un dévouement, un désintéressement et une science dont l'éclat a fait le renom de Sorèze.

Je dois ajouter que ce professeur obscur, lors d'une récente visite de M. l'inspecteur d'Albi, en tournée officielle, a reçu de ce haut fonctionnaire les félicitations et les témoignages les plus précieux sur la tenue irréprochable de l'Ecole.

Vous dénoncez M. l'abbé Cazes, aumônier, comme étant un ancien Dominicain sécularisé. Je ne sais pas que la présence d'un ancien Dominicain sécularisé soit un grief qui puisse nous être imputé à crime, délit ou simple contrevention. Et puisque vous usez de termes spécialement militaires pour caractériser l'attitude des P. Dominicains, laissez-moi vous dire que si « la formation compacte » et « l'ordre dispersé » sont singulièrement indissociables au cours d'une bataille, l'attaque franche, balonnée en avant, à visage découvert, est une manœuvre bien française.

Vous ajoutez qu'aux « dernières fêtes de la Pentecôte, les élèves ont acclamé ces bons Pères absents ».

Cette fois, votre correspondant ne vous a point trompé. Oui, les élèves de l'Ecole de Sorèze ont acclamé les R. P. Dominicains absents ; absents de France où l'existence leur est devenue impossible ou presque, puisque vous n'admettez même pas qu'un moine puisse vivre régulièrement sécularisé dans le pays qui fut et ne devrait point cesser d'être le sien.

Et j'ajoute que si nos élèves n'avaient point acclamé leurs anciens maîtres qu'ils voyaient partir il y a un an à peine les larmes aux yeux et la colère au cœur, ils ne seraient plus les traditionnels soréziens, indépendants, généreux, reconnaissants, enivres de beaucoup, redoutés de quelques-uns, estimés de tous.

Enfin, écrivez-vous, « Le P. Salva, ancien directeur de la maison, n'a point quitté Sorèze et reçoit tous les jours des cuisines de l'établissement ses repas à domicile ».

Le P. Salva et non Salva, n'a jamais été directeur de l'Ecole, ni rien qui se soit approché de ce titre ; il a modestement, mais non obscurément, professé la classe d'Espagnol dans l'Ecole, et si, — depuis le départ des P. Dominicains — pendant les rares et courtes périodes qu'il a passées dans la ville de Sorèze, « les cuisines de l'établissement » lui ont apporté ses repas, c'est que l'administration de l'Ecole a estimé qu'il s'agissait d'un simple devoir de reconnaissance, de solidarité, — ce mot ne saurait vous déplaire, — vis-à-vis d'un homme âgé que la rigueur des lois privées de son gagne pain, et auquel vous le premier, monsieur, tendriez une main secourable si vous aviez l'honneur de représenter l'Ecole de Sorèze.

Vous excusez cette longue lettre dont je demande l'insertion à votre courtoisie. Si je me suis décidé à l'écrire ce n'est certes pas dans un but de polémique, seulement pour rétablir la vérité altérée par votre correspondant, revendiquer aussi des droits auxquels rien ne saurait me faire renoncer.

Nous ne demandons, à Sorèze, que la paix dans le travail et la science, à l'air pur, vivifiant de la Montagne Noire, et le droit de servir notre pays librement, courageusement, comme nos aïeux, la reconnaissance au fond du cœur et la vérité sur les lèvres.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Gaston Serres de Gauzy.

Président du conseil d'administration de l'Ecole de Sorèze.

L'Ecole de Sorèze ne me doit rien pour la réclame qu'elle a pu trouver dans nos colonnes. Je la lui ai faite avec d'autant plus d'empressement que je croyais mort le père Lacordaire et l'Ecole légèrement déçue de son antique splendeur. Je m'étais laissé dire, il est vrai, que l'équitation et le football y étaient professés d'une façon supérieure. Pour l'enseignement proprement dit, j'aurais eu plutôt des craintes.

M. Serres de Gauzy me rassure en m'affirmant que l'Ecole a reçu de M. l'inspecteur d'académie, en tournée officielle, les félicitations et les témoignages les plus précieux sur son irréprochable tenue. M. l'inspecteur d'académie est libre de placer, comme il l'entend, ses éloges, et je ne doute point que l'Ecole les mérite. J'aime pourtant à croire que ce haut fonctionnaire a eu licence d'inspecter la maison dominicaine de Sorèze un peu plus sérieusement que n'étaient inspectées naguère les autres maisons de l'Ordre, par exemple celle d'Arcueil. Si M. de Gauzy l'ignore, je me permettrai de lui apprendre ce qu'en pensait le R. P. Didon. Interrogé par M. Ribot devant la commission d'Enquête de la Chambre, le Père Didon déclarait que le contrôle des maisons dominicaines fonctionnait, au point de vue hygiénique et au point de vue du personnel. « Mais au point de vue de l'ensei-

gnement, déclarait le Père Didon, l'inspection n'existe pas. Nous la faisons pour notre compte. L'Etat n'intervient pas. »

J'espère donc qu'avant de distribuer ses larges satisfecits aux successeurs de M. Pères de Sorèze, M. l'inspecteur d'académie du Tarn se sera souvenu qu'il inspectait pour le compte de l'Etat et qu'il aura promené son nez universitaire dans les classes et même ailleurs.

Au demeurant, il ne s'agissait pas dans mon article de mesurer à sa valeur l'éducation distribuée à Sorèze. Il s'agissait de savoir si l'établissement n'est pas resté sous la direction des Bons Pères. Voilà tout le litige. Si j'ai constaté la présence du Père Selva à Sorèze, ce n'est point pour le vain plaisir de lui chicaner ses colettées. C'est pour montrer le contact de la nouvelle direction et de l'ancienne.

J'ai parlé du nouveau directeur comme d'un obscur professeur. L'épithète paraît avoir choqué M. Serres de Gauzy. S'il y tient, je proclame que M. Fradet fut de tout temps un incomparable pédagogue et que tous les professeurs de la maison sont, taillés à son image. Il n'en est pas moins vrai qu'il professe une basse classe, et j'ai le droit de marquer ma surprise qu'il combine avec un emploi aussi modeste des fonctions aussi hautes. Moi naïf j'en aurais conclu que le dévouement de M. Fradet à la cause de l'Ordre lui avait servi de titre au moins autant que sa capacité professionnelle. Je l'aurais pris pour un simple prêtre-nom. Je m'y serais trompé d'autant plus facilement que l'autorité de ce nouveau directeur, logé en ville avec les siens, ne paraît pas s'exercer à toute heure, et que les autres professeurs, loin de la reconnaître, paraissent s'incliner plutôt devant la volonté de certain ecclésiastique, M. Carrié, si j'ai bonne mémoire, qui a tout l'air de partager avec l'abbé Cazes les hommages de cénobites.

M. de Gauzy a bien tort de croire que je dénonce l'abbé Cazes. Je n'ai jamais contesté aux membres des communautés dissoutes le droit de rester en France. Je le conteste encore moins aux moines sécularisés. Je conteste seulement aux premiers le droit de vivre en commun. Je conteste, dans le cas qui nous occupe, la sincérité des seconds. Je veux bien que M. l'abbé Cazes soit régulièrement sécularisé. Mais je conteste qu'il le soit sincèrement. La nuance est appréciable. M. de Gauzy l'appréciera.

M. de Gauzy, qui nous impute des « inexactitudes voulues », revendique pour les Soréziens l'habitude de « la vérité sur les lèvres ». Soit ! En ce cas, je le prie de répondre à une question que sa lettre néglige.

Est-il exact que, l'année dernière, les Dominicains, aussi peu exilés que possible, aient élu à Toulouse un nouveau prieur ? Est-il vrai que M. l'abbé Cazes, encore que sécularisé régulièrement, ait pris part à l'élection ?

M. Serres de Gauzy me répondra peut-être qu'il l'ignore. Fort bien ! En ce cas, je prie qu'il veuille bien prendre la peine de faire un tour dans la chapelle de l'établissement. Il y verra, par l'inspection d'un simple calendrier, que les offices y sont dits suivant le rituel de l'Ordre et non pas à la mode du clergé séculier. Si M. l'abbé Cazes est sécularisé autant qu'il veut en avoir l'air, pourquoi donc demeure-t-il fidèle à la liturgie spéciale des « réguliers » ?

Quand je parle de ces choses, ce n'est point, comme M. de Gauzy inclinerait à le croire, pour appeler sur M. l'abbé Cazes et l'Ecole de Sorèze les foudres du gouvernement et les sévérités de M. Combes. J'ai reconnu au contraire que tout dans la maison se passait le plus légalement du monde, et si je me suis plaint d'une chose, c'est que, derrière cette correction de surface, les œuvres des congréganistes aient le loisir de se survivre. Les Bons Pères furent toujours de l'Ecole de Mercadet. Ils tournent la loi. Donc ils la respectent. Ils la respectent, c'est entendu. Pourtant, M. de Gauzy, qui est légiste, voudra bien me faire la grâce de convenir que ce respect est d'un genre particulier et qu'il n'a rien de commun avec ce qu'il appelle une manœuvre bien française : le combat à visage découvert. M. Serres de Gauzy doit savoir que la légalité peut être par instants le mensonge du droit. Ce que je reproche aux Dominicains, c'est précisément de se dissimuler derrière ce mensonge. Ce que je reproche à la loi, c'est de faciliter cette correction mensongère.

Ces jours derniers, à propos de la loi de 1901 et de la reconstitution des maisons cléricales, j'écrivais que les critiques quotidiennes dont M. de Lanessan accablait M. Combes retombaient en droite ligne sur la loi Waldeck-Rousseau. M. de Lanessan me fait répondre par son journal « qu'on a voulu tirer d'une loi sur les associations les résultats qu'on aurait dû demander à une loi sur l'enseignement et qu'il ne faut pas s'étonner si la loi de 1901 est imparfaite dans un rôle que ses auteurs ne pouvaient pas avoir prévu. » Je commence à connaître le couplet. Pourtant, nous avions reçu à Toulouse, et de M. Waldeck-Rousseau, des assurances différentes. D'autre part, le *Sicile* oublie de me dire pourquoi M. Waldeck-Rousseau n'a jamais songé à doubler d'une loi sur l'enseignement sa loi des associations. Il oublie de me dire comment eût pu faire M. Combes pour ne pas appliquer aux congrégations enseignantes une loi dirigée contre les congrégations en général. Est-ce que, pour être enseignante, une Congrégation cesserait d'être congrégation ?

La loi de 1901 ne pouvait avoir qu'un bénéfice éventuel. En interdisant aux communautés religieuses la vie en commun, elle tarissait leur recrutement pour l'avenir. Mais les amis de M. de Lanessan y ont mis bon ordre. Par la

NOS DÉPÊCHES

Par Fil Spécial

La Défense viticole

Les Fraudes commerciales sur les Vins -
Démarches des représentants méridionaux - Décret d'un projet de loi par M. Rouvier

Par service spécial :
Paris, 5 juillet. — La Dépêche a rendu compte des pourparlers qui se sont engagés entre un certain nombre de représentants du Sud-Ouest, sénateurs et députés, et le gouvernement au sujet de la défense viticole. Ces démarches, énergiquement menées, ont abouti à un résultat presque immédiat, celui d'un décret par M. Rouvier, ministre des finances, d'un projet de loi tendant à réprimer les fraudes commerciales sur les vins.

Bien que ce projet ne soit pas encore distribué à la Chambre, nous sommes en mesure d'en faire connaître, telles qu'elles ressortent de l'exposé des motifs et du dispositif, les lignes générales.

Le projet commence par indiquer les conditions dans lesquelles se trouve aujourd'hui le marché viticole.

Favorisés par le renouveau des prix, qui a été la conséquence du peu d'abondance de la dernière récolte, et trouvant un nouvel aliment dans le dégrèvement des sucres, les fraudes commerciales sur les vins ont pris dans ces derniers temps une fâcheuse extension.

Les saisiés importantes de vins factices pratiquées chez des industriels, dont les fabrications avaient principalement pour objet le remplacement pour bases des produits étrangers au jus du raisin, attestent l'activité de ces fraudes. Les représentants de la viticulture et du commerce régulier s'en sont émus et ils ont fait appel aux pouvoirs publics pour qu'il soit mis un terme à cet état de choses qui menace de jeter le discrédit et la ruine sur l'une des branches les plus considérables de notre production nationale.

Leurs doléances se sont faites plus vives encore depuis l'époque où l'apparence du vignoble a fait prévoir une récolte d'une exceptionnelle abondance, dont les produits artificiels, obtenus à bas prix, pourraient entraver l'écoulement.

Les sociétés de viticulture, les syndicats du commerce, des boissons, les administrations compétentes, enfin, un comité technique d'œnologie récemment constitué au ministère du commerce, ont formulé un grand nombre de propositions destinées à prévenir ou à réprimer la fraude. On ne peut entrer aujourd'hui dans l'examen de toutes les mesures envisagées. Quelques-unes, en effet, soulèvent des questions extrêmement complexes et risquent de provoquer des conflits entre des intérêts de premier ordre, mais celles-là écartées, d'autres paraissent pouvoir constituer un remède efficace à la situation.

C'est l'objet du projet de loi.

La fabrication en grand des vins artificiels ne peut se pratiquer impunément qu'autant que les industriels qui s'y livrent parviennent à masquer leurs opérations au moyen d'aqueducs fictifs. Déjà la loi du 6 avril 1897 a édicté certaines dispositions en vue de mettre obstacle à ces manœuvres en frappant des peines portées par l'article premier de la loi du 28 février 1872 toute déclaration d'enlèvement faite sous un nom supposé ou sous le nom d'un tiers, sans son consentement, et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement non effectivement réalisé. Mais ces dispositions n'ont pas eu tout l'effet qu'on en attendait, parce que dans la plupart des cas le producteur qui l'on a désigné faussement comme expéditeur ignore l'abus qui a été fait de son nom et que d'un autre côté des ententes frauduleuses s'établissent parfois à cet égard entre récoltants et industriels. Il est donc nécessaire de prendre des garanties nouvelles contre une pratique qui forme comme la clé de voûte de ces combinaisons, c'est l'objet des articles 1er et 2 du projet de M. Rouvier.

L'article premier étend aux changements de vins de plus de vingt hectolitres l'obligation qui visa en cours de transport, déjà imposée par l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 pour les changements de spiritueux représentant plus d'un hectolitre d'alcool pur. Il s'agit là d'ailleurs d'une mesure qui avait figuré comme celle relative aux spiritueux dans divers projets de réforme présentés par le gouvernement. Si elle n'a pas été reproduite dans le projet qui est devenu la loi du 16 décembre 1897, c'est parce que cette loi a trait unique à la fraude des alcools, elle permettra au service des contributions indirectes de refuser le déchargement des acquits à caution, qui seraient levés au vignoble pour des vins fabriqués en réalité dans les magasins mêmes des négociants et par suite de procéder à la saisie de ces vins.

Dans le même cadre d'idées et pour déjouer toutes tentatives de fraudeurs, l'article 2 exige que les déclarations des enlèvements de vins de vingt hectolitres, lorsqu'elles ne sont pas faites par le détenteur actuel des boissons, soient accompagnées d'une attestation de ce dernier confirmant la réalité de l'opération. De plus, il punit l'auteur de toute attestation fautive ou inexacte, ainsi que la personne qui en aura fait sciemment usage. En décidant qu'il n'y aurait dans Paris ni formalités de circulation, ni exercice pour les boissons, autres que les bières, la loi du 28 avril 1816 a reporté la perception des droits aux entrées.

Paris, 5 juillet. — A une heure précise, les députés anglais sont arrivés sous la conduite de leur commissaire, M. Hugh Bryan, à l'hôtel Continental, pour assister au banquet auquel les avait conviés le comité du commerce et de l'industrie.

A 1 heure 10, M. Trouillot, ministre du commerce, a fait son entrée dans la salle du banquet. Le ministre a, à ses côtés, à la table d'honneur, M. Mascaraud, président du comité du commerce et de l'industrie; M. Yves Guyot et M. Viger, ancien ministre de l'agriculture.

Dans la même salle, on avait dressé quatre tables pour les ouvriers et petits commerçants délégués anglais, parmi lesquels sont également quelques membres du comité du commerce et de l'industrie. Il y a en tout 700 convives.

Au dessert, M. Mascaraud se lève et une ovation lui est faite par les convives français. Un peu ému, il remercie ses collègues du comité de leurs marques de sympathie; s'adressant ensuite à M. Trouillot, il lui exprime sa gratitude d'avoir répondu à l'invitation qu'il lui a adressée. « Je ne l'oublierai jamais, dit-il, et il lui serre la main. Il fait ensuite au ministre du commerce et au gouvernement de défense républicaine tout entier et salue M. Thomas Barclay, l'un des premiers artisans de l'entente cordiale que la bienveillance du roi Édouard VII a fait « Sir » et M. Collins, auteur principal du rapprochement anglo-français.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

elles me passeraient séance tenante. Franchement, on a autre chose à faire que de s'empoisonner toute la journée avec de pareilles saletés.

Paul Tavernier conclut :
— Bref, ce matin, je suis arrivé à Caudebec et de là à Villiquier, la patrie, dans une manière de guimbarde jaune conduite par un brave normand avec lequel j'ai taillé une bavette, et me voilà.

Et changeant de sujet :
— Ainsi, tu te maries ?
— Dans huit jours.
— C'est réglé ?
— Sans rémission.
— Un mariage à la vapeur ?
— A peu près.
— Ça t'a pris tout à coup, car il y a six semaines, à ton dernier voyage de Paris, tu n'avais pas l'air d'y songer le moins du monde.
— Pas du tout... L'occasion, l'herbe tendre...
Georges Dufréne ajouta avec désinvolture :
— Je n'aurais jamais pensé à demander Mlle Audeval ; on m'a là à peu près offert.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

— Toi qui juraux de ne pas t'y laisser prendre.
— J'ai changé d'avis, et à ma place tu en aurais fait autant.
— Moi?
Georges Dufréne affirme, sans hésiter :
— Oui, toi, et plus vite que moi, encore. Figure-toi une jeune fille splendide, merveilleusement jolie... tout le monde est d'accord sur ce point... orpheline...
— Tu dis?
— Orpheline; plus de parents, pas de belle-mère, mon bon !
— C'est une considération.
— Un caractère malléable, doux, facile, que le pèbreur somme une cire; dix-huit ans, la fraîcheur des roses; grande, faite à miracle. Et avec ça une maison d'écus, des fermes de toute beauté, au bas mot une vingtaine de mille francs de rentes.
— Glisse, mon ami. N'insulte pas à ma médiocrité... D'ailleurs, je connais ces détails. L'automobile de la guimbarde jamaise m'a mis au courant.
— Et de plus, dans l'avenir, une fortune considérable.
Paul Tavernier objecte :
— Ne disais-tu pas que elle n'a plus de parents?
— Sans doute, mais ce tuteur qui lui reste, décrépiti, usé par les délices d'une table de Lucullus, et que la fatale congestion guette depuis longtemps, tu n'y sors pas ! Il adore sa pupille, et j'ai lieu de croire qu'il lui léguera tout ou partie de ses biens. Ce n'est pas tout.
— Quoi encore?
— Nous avons une veuve, une vieille dame, coquette malgré la soixantaine, sur laquelle on peut fonder certaines espérances et des plus sérieuses. De sorte que l'ensemble doit s'élever à un chiffre respectable.

— Ah ! on te l'a offerte ?
— Pas tout à fait, presque...
— Qui ça ?
— Un Monsieur qui tient une certaine place dans la contrée, un vieux médecin fort riche, son tuteur.
— Tu ne regrettes pas déjà ta bonne liberté ?
— Ma foi, non.
— As-tu réfléchi aux conséquences ?
— Je le crois.
— Avoir une femme sans cesse sur le dos, une maison à tenir, et même tu en auras deux, la tienne et l'autre... Puis les enfants qui viendront, les mois de nourrice et les pensions à payer !
— Ça ne m'effraie pas.

grâce de M. Leygues, la plupart des communaux conservent leurs noviciats. Nous aurons pour longtemps de la graine de moines. Et si le bénéfice éventuel de la loi Waldeck-Rousseau disparaît, que restera-t-il comme immédiat bénéfice ? Rien du tout. De bénéfice immédiat, la loi de 1901 n'a jamais pu en avoir. Il était facile de prévoir que les congréganistes se seraient quittés pour passer chez leur tailleur et qu'ils n'auraient qu'à s'affubler d'une jaquette pour faire un pied de nez à ce monument juridique. C'était même si facile qu'à ma connaissance, M. Waldeck-Rousseau n'en a pas douté un instant. Il nous a gratifiés d'une loi dont l'effet est de pousser les congréganistes à sortir de leur congrégation. Ils en sortent ou ils font semblant d'en sortir. Allez donc vous assurer qu'ils en sont sortis pour de bon ! En présence de ces inévitables subterfuges et du protisme des moines, la loi ne pouvait pas avoir d'autre sanction que la preuve de la mauvaise foi monacale. Ah ! bien oui. Démontrez-nous l'astuce congréganiste et la fausseté des sécularisations, alors que la sécularisation est, aux yeux de la loi, une chose inexistante ! La loi n'a pas reconnu le vœu. Pour garder à la loi de 1901 une valeur d'application quelconque, nous n'avons qu'un seul moyen : c'est d'exiger des moines qu'ils se délient de vœux qui ne les liaient pas ! Si ce n'est pas là une pétition de principes, dites-moi, ô Lanessan, ce que cela peut bien être ?

C'est pourtant à cette pétition de principes que la loi de 1901 emprunte tout ce qu'elle peut avoir de valeur répressive. Pour une loi bien faite, c'est une loi bien faite. Je ne métonne point quelle soit inefficace. Et alors, je me demande où peut bien être la faute de M. Combes si derrière le « rempart légal » que leur offre la loi Waldeck-Rousseau, les congréganistes se fient de la loi et de la République pardessus le marché.

PIERRE ET PAUL.

CAUSERIES

Fonction nationale

Il n'est point assurément, à l'heure actuelle, question qui passionne et intéresse autant les esprits que celle de l'éducation populaire. Tout ce qui touche à l'école primaire et à son corps enseignant sollicite l'attention, appelle la réflexion de chacun de nous. Aussi, ne suis-je point surpris du grand nombre d'observations orales et écrites qu'a provoquées ce que je disais récemment au sujet de la situation morale des instituteurs. Ayant pour visée de les soustraire aux ingérences électorales de toute nature, ma critique portait sur deux points : d'un côté, je réclamais, ainsi que le commandait la logique et la vérité même des choses, — car, enfin, ils sont bien universitaires au même titre que les professeurs de l'enseignement secondaire, — qu'on les constituât complètement à l'Université. Pourquoi donc les mettre sous la coupe du préfet ? Il n'est sur eux d'hierarchie main que légitime que celle de l'autorité académique. D'un autre côté, j'exprimais la vaine nécessité qu'il y ait, tant pour la dignité que pour la sécurité de leur vie, de les rendre indépendants de certaines sujétions villageoises, nées pour eux de la pratique qui s'est peu à peu répandue, des facultés supplémentaires accordées par les conseils municipaux. Je demandais la substitution d'une inscription d'office à une inscription facultative, à l'arbitraire la substitution de la règle. Le problème est beaucoup plus important et plus haut qu'il peut le sembler au premier abord. J'indiquerai tout à l'heure son importance, avec preuves et démonstrations à l'appui. Ma conclusion se résumait ainsi : la fonction de l'instituteur est fonction nationale et non pas fonction communale.

Parmi les lecteurs qui ont bien voulu me faire part de leurs observations, cette conclusion a rencontré un assentiment général. Un seul contradicteur se trouve dans le nombre. Et encore, je crois bien qu'il y a entre lui et moi malentendu plutôt que désaccord, ce qui me permet de présumer qu'après des explications qui ne sauraient être sans intérêt pour la cause de l'enseignement populaire, il ne subsistera entre nous aucune divergence de sentiments ou d'idées.

Mon contradicteur — un maire du Cantal — approuve que je veuille enlever la nomination des instituteurs aux préfets pour la remettre entre les mains de l'autorité académique. Seulement, il me retire son approbation en ce qui concerne l'exclusion de la commune telle que je l'ai recommandée.

« L'école primaire, m'écrivait-il, est aussi bien affaire communale qu'affaire de l'Etat. De votre part, la théorie contraire m'étonne d'autant plus que vous vous êtes démontré souvent partisan déterminé de la décentralisation et du régionalisme. N'êtes-vous donc plus d'accord avec les Régionalistes républicains du Midi, qui, tout dernièrement, demandaient : la nomination des recteurs par les conseils académiques reconstitués sur la base d'un plus grand nombre de sièges attribués aux membres élus des trois ordres d'enseignement ; avec cela, la nomination des instituteurs par les soins du conseil académique ; enfin, l'adaptation de l'enseignement à ses divers degrés à la vie provinciale ? Votre théorie, en récul sur ce qui existe actuellement, nous ramène à l'Etat tout puissant, dirigeant et réglant d'un plan uniforme, sans tenir compte d'aucun besoin local, programmes et leçons de l'école. Comment pouvez-vous méconnaître que la commune et l'initiative privée ont contribué pour une large part à l'accroissement de l'école, ainsi qu'à la floraison des œuvres post-scolaires ? Voulez-vous donc décourager la spontanéité de ces libres concours ? L'avantage pour l'école ne pourrait être que négatif. Part à l'Etat, part à la commune, je ne vois point, quant à moi, qu'il y ait d'autre bonne solution. »

Pour l'école, je dis oui ; mais, pour l'instituteur, je dis non. Il y a ici une confusion manifeste qu'il convient de dissiper. A mon avis, certes, il n'y aura jamais trop de dévouements autour de l'école ; qu'ils viennent de la commune ou de simples particuliers, non seulement il faut les accepter tous, mais même les solliciter. Je suis également convaincu que l'école a tout à gagner à différencier son enseignement, sur les propositions des conseils académiques, d'une région à une autre, voire même d'un arrondissement à l'autre, selon que ceux-ci sont agricoles ou industriels. Sauf, cependant, la réserve formelle que l'enseignement aura partout un fond commun, que partout il conservera un caractère national. Différemment, on serait exposé à voir certaines régions, la Bretagne ou la Normandie, par exemple, tantées par la velléité de remplacer l'histoire de France par celle de l'Ecriture sainte, ou l'instruction civique par celle du catéchisme.

Cette condition respectée, autant que mon correspondant s'estime qu'il faut laisser à l'école le profit de tous les concours qui peuvent lui venir. Mais ce qui est bon pour l'école devient facilement mauvais pour l'instituteur. Notamment, les suppléments facultatifs votés par les conseils municipaux le mettent presque toujours dans une situation fâcheuse, précaire et humiliée. D'abord, limités aux départements riches qui avoisinent Paris, ces suppléments tendent à se répandre peu à peu ailleurs.

Le premier sentiment qui les inspire était, à n'en pas douter, excellent. Dans plusieurs communes, on se dit : la vie est chère, chez nous ; l'Etat ne paie pas suffisamment le maître d'école ; votons-lui un supplément municipal qui lui permettra de vivre de façon à peu près convenable. Seulement, il est arrivé ce qui se produit généralement avec toutes les dispositions illogiques et équivoques. Cela a fini par tourner au détriment de l'instituteur, la précarité, l'instabilité des suppléments municipaux lui enlevant la sécurité du lendemain. Ces suppléments sont une partie essentielle de son budget, qui, quelquefois, vont jusqu'à doubler son traitement. S'il vient à en être privé brusquement, — il suffit, pour cela, de la malveillance non motivée d'un seul conseiller municipal, — il voit alors se dresser contre lui une foule de détracteurs. Sa considération en pâtit, et l'école autant que lui-même. L'instituteur devient victime d'obscurités querelles de village. Les conseils municipaux se font un jeu des suppléments, ceux-ci variant d'une année à l'autre, selon de personnelles fantaisies, quand ils ne sont pas supprimés tout à fait. Dans le canton où je réside habituellement, j'en ai eu plus de cinquante exemples en quelques années. Pour lutter contre une école congréganiste, — et elle luttait contre avec succès, — l'instituteur laïque d'un village voisin recevait huit cents francs de supplément. La majorité du conseil municipal se déplace de deux voix ; aussitôt on lui retire tout. Dans cet autre village, pas moins de quatre changements en six ans : tantôt on enlève au maître d'école l'indemnité pour donner au curé, tantôt on enlève à l'instituteur pour donner au curé. Cette année, on a supprimé tout, parce qu'il s'agit de créer un abreuvoir pour les bestiaux. Abreuvier vaches et chevaux, c'est bien. Mais il est pourtant bizarre que ce soit l'instituteur qui fasse les frais de la chose.

J'aurais à citer vingt autres exemples non moins singuliers. Le grand malheur est que l'école en souffre, le rôle des instituteurs se refroidissant parfois dans la proportion où ils sont victimes d'injustifiées procédés municipaux. Le mal s'accroît

tue à chaque renouvellement des conseils municipaux, si bien que, cette année-ci, je le sais, acablés de demandes légitimes de changements, les inspecteurs de l'enseignement primaire ne savent plus à qui entendre.

Quel remède à ce fâcheux état de choses, et cela en attendant que le traitement régulier des instituteurs puisse être augmenté de façon convenable ? Pour ma part, je n'en vois pas d'autre que celui-ci : imposer d'office les communes d'après leurs ressources, répartir équitablement leur contribution obligatoire entre les instituteurs des départements où, par suite des conditions de la vie, les suppléments aux traitements sont reconnus d'absolue nécessité. Il le faut, et pour la dignité de l'instituteur, et pour la considération de l'école elle-même. En cette question, les deux intérêts se confondent.

RÉMO.

A L'Etranger

(De nos correspondants)

PORTUGAL

Manifestations sanglantes

Lisbonne, 5 juillet. — Au cours d'une manifestation anticonstitutionnelle un conflit s'éleva entre les manifestants et la police, les troupes intervinrent, il y eut de nombreux blessés. A Porto, la foule étant allée manifester à la gare, à l'arrivée du poète Guerra Junqueiro, un nouveau conflit s'engagea entre la police et la foule ; il y eut quinze morts et de nombreux blessés.

MAROC

La situation

Les correspondants anglais au Maroc télégraphient la crise du Maroc est arrivée à un tel degré de gravité que l'on craint un soulèvement général : les fonctionnaires français reconnaissent que la situation n'a jamais été plus critique ; chaque jour le danger augmente, on se bat tous les jours dans le voisinage de Tanger. Ratsul n'est qu'à deux heures de la ville, occupé à enrôler des hommes ; hier il a attaqué trois villages et a enlevé le bétail des habitants. Le sultan a convoqué ce moment critique pour réduire de moitié la solde de ses troupes. Les soldats, mécontents, désertent et vont grossir l'effectif des bandes de pillards.

Nous lisons dans *El Telegrama del Rif*, qui se publie à Melilla :

« On a pu constater une agitation extraordinaire au « Zoco », célébré vendredi dernier, à Mazara. Cette agitation n'avait pas pour cause, ainsi que d'habitude, des différends entre les chefs des tribus, mais bien les nouvelles propagées par des maures arrivés de la frontière algérienne, lesquels affirmaient que vingt-cinq régiments français avaient pénétré sur le territoire marocain pour occuper, d'accord avec Sidi-Er-Ruquin, la ville de Uxdas. »

En apprenant ces nouvelles, les chefs des tribus de Guelaya, au cours des mêmes zocos (marchés), se constituèrent en une sorte de conseil et décidèrent de prélever une somme de 1.300 duros pour couvrir les frais d'une expédition qui partirait dans le plus bref délai vers la frontière indécise.

Les contingents des Kabyles doivent se concentrer à Alcazaba de Zelnan, sous les ordres du pacha de Guelaya Sidi-Ben-Gelach. »

Marseille, 5 juillet. — Si El Menehbi, ancien ministre de la guerre du Maroc, a pris passage ce soir, à six heures, sur le paquebot *India*, à Marseille. El Menehbi s'arrêtera à Gibraltar pour, de là, se rendre à Tanger.

ESPAGNE

Les ouvriers d'Alcala del Valle

Un télégramme de Madrid nous apprend que répondant aux indications tout récemment données au gouvernement espagnol par celui-ci français touchant les prisonniers d'Alcala del Valle et à l'occasion du voyage du roi en France, le cabinet de Madrid a décidé de commuer la peine que subissent les condamnés en les déportant à Fernando-Poo ou dans toute autre possession africaine.

Agitation agricole

La grève des agriculteurs de la province de Palencia prend un caractère plutôt inquiétant. Des scènes de désordre se sont produites dans diverses communes, qui ont rendu nécessaire l'intervention de la garde civile. Des propagandistes, que l'on dit anarchistes, parcourent la campagne poussant les paysans qui travaillent encore à se rallier à la grève. Des arrestations ont été opérées.

A Bobadilla et dans les environs les récoltes sont totalement perdues pour n'avoir pas été levées à temps. — C.

RUSSIE

Le Gouvernement de la Finlande

Saint-Petersbourg, 5 juillet. — Le lieutenant-général priene Obolensky, attaché au ministère de l'intérieur, a été nommé gouverneur général de la Finlande.

FEUILLETON DE LA DÉPÊCHE

N° 24 6 Juillet

DEUX PASSIONS

Par

CHAMBRE

Séance du 5 juillet (matin)

Présidence de M. LOCKROY, vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures. On continue à discuter la loi relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie. Les articles 7, 8 et 9 sont adoptés après le rejet d'amendements nombreux et d'ailleurs sans intérêt qu'avaient présentés MM. Bonnevay, Congy et Autray, puis-que ces messieurs sont à peu près les seuls à intervenir dans l'examen de cette loi.

L'article 10 détermine la composition d'un comité consultatif des assurances sur la vie, comité dont la loi prévoit la constitution auprès du ministère du commerce. Là-dessus encore, voit revenir l'inévitable M. Congy et l'indispensable M. Autray. Celui-ci, mécontent de tous les échecs qu'il a déjà subis en ce débat, se fâche en voyant la commission s'opposer aux modifications qu'il propose d'apporter à la composition dudit comité consultatif. Mais il a beau se mettre en colère : la Chambre ne s'émue pas pour si peu.

Finalement, on vote l'article 10 avec seulement une légère modification proposée par M. Bonnevay.

La suite est renvoyée à jeudi matin, et la séance levée à midi moins le quart.

Prochaine séance après-midi, à deux heures.

Séance de l'après-midi

Présidence de M. BRISSON, président.

LA LOI MILITAIRE

La séance est ouverte à deux heures.

Après le vote de quelques projets secondaires, la Chambre revient à la discussion de la loi sur le service de deux ans. Il ne lui reste plus, sur le fait, qu'à statuer sur quelques articles réservés.

A propos d'un de ces articles réservés, on vote définitivement, par 400 voix contre 173, l'amendement de M. J. L. Breton, repoussé par M. Lasies et demandant que les grandes manœuvres ne puissent coïncider avec les moissons et les vendanges.

Puis, M. P. Constans demande la suppression d'un paragraphe de l'article 34, paragraphe 2, qui, par des manœuvres coupables, aurait empêché ou retardé le départ des jeunes soldats. Le député socialiste révolutionnaire met à réclamer la suppression de ce paragraphe une virulence qui lui vaut un rappel à l'ordre. Le paragraphe est finalement adopté par 477 voix contre 60. M. Breton demande que parmi ces manœuvres prévues par ledit paragraphe, ne puissent jamais être compris des articles de journaux, lesquels ainsi deviendraient justiciables des lois de guerre. Cette addition de M. Breton est adoptée par 295 voix contre 233.

L'AFFAIRE CUGNET

Mais voici M. Lasies qui a déposé l'article additionnel que voici : « Lorsque les militaires militaires aient à se prononcer sur une cause d'internement pour aliénation mentale, l'examen médical aura lieu en présence de l'internement ne pourra être prononcé que sur avis unanime des médecins consultés. »

M. Lasies. — J'aurais voulu intercaler l'affaire de M. Cugnet qui, par un abominable attentat à la liberté individuelle, doit être soumis demain à un second examen sur son état mental. On ne m'a pas permis de développer mon interpellation. De là l'article additionnel que je soutiens. Je dis, d'abord, qu'en agissant comme il a fait à l'égard du commandant Cugnet, le ministre a reculé les limites de l'assassinat politique. (Applaudissements à droite; bruit à gauche.)

M. le président invite l'orateur à ne pas user d'un tel langage.

M. Lasies. — Pour infirmer un témoignage qui le gêne, M. le ministre veut faire passer pour fou l'homme de qui il craint le témoignage.

Une voix à gauche. — Et s'il est fou, en réalité? (Bruit à droite.)

M. Lasies. — Que la justice suive son libre cours, mais qu'elle ne se laisse pas influencer par de telles infamies dont jamais une cause juste n'a eu besoin.

M. le président. — Je vous rappelle à l'ordre et vous retirerez la parole si vous continuez sur ce ton. (Bruit à droite.)

M. Lasies. — Le commandant Cugnet ne peut rien pour sa défense, c'est moi qui viens en aide à son défenseur. C'est moi qui, par la presse, n'ai cessé de démasquer la manœuvre, mais on veut continuer de le traîner de conseil médical en conseil médical, jusqu'à ce qu'il s'en trouve un, si toutefois il s'en rencontre, pour déclarer sa folie. C'est un véritable supplice qu'on lui impose, et sous prétexte qu'il a écrit au ministre des lettres un peu vives, c'est à lui qu'on veut faire passer le régime de la Bastille.

M. le président. — Vous avez dit que vous étiez un homme dont le témoignage vous gêne!

M. du Pêrier de Lersan. — Il y a eu un fait analogue sous l'Empire.

M. Lasies. — L'humanité de ce matin indique que Cugnet a écrit au général d'après des lettres violentes et injurieuses qui nécessitent l'examen de médecins spéciaux. (Bruit à droite.)

M. Jaurès. — Vos journaux l'avaient indiqué tout d'abord.

M. Lasies. — Quoi que vous fassiez vous n'empêchez pas d'éclairer la lumière que j'éclaircisse. Le commandant Cugnet, cet homme bon, monsieur que vous poursuivez de votre haine, monsieur que vous poursuivez de votre crainte, c'est le ministre qui a écrit les lettres que le ministre a reçues et que les lettres que le ministre a reçues, je possède une autre lettre.

M. Zévès. — Est-elle de Cendré? (On rit.)

M. Lasies. — Faisiez, si vous voulez, votre cuisine avec ce cuisinier : ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour l'instant. (Mouvements divers.)

M. Lasies donne alors lecture de la lettre que le commandant Cugnet a écrite au ministre, et que le ministre a reçue, par des procédés divers, d'acheter son silence. (Exclamations à droite.)

M. Lasies ajoute qu'il espère que, grâce à ce débat, l'injustice qu'il a dénoncée sera enrayée.

L'article additionnel est alors renvoyé à la commission de la réforme du régime des aliénés et de l'incident finit ainsi.

On revient à la loi de deux ans. Il ne reste plus qu'à voter l'ensemble. Auparavant, plusieurs députés ont demandé la parole pour expliquer leur vote, mais en raison de l'émotion qu'a soulevée l'incident Cugnet, la séance est suspendue pendant quelques minutes.

A la reprise, on entend deux « es déclarations sans intérêt sur l'ensemble de la loi de deux ans. Ces déclarations sont de MM. Fournet, de Rosambo, le comte de Ludre, de La Ferronnays, le colonel Roussel, le général Jacquy, Guyot de Villeneuve, Syveton, Cachet, Flayelle et Archédaon, de la droite; Paul Bertrand et Krantz, progressistes; Paul Constans, socialiste révolutionnaire.

L'ensemble de la loi de deux ans est ensuite adopté par 517 voix contre 43.

LES CHARTREUX

LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La séance est ouverte à une heure, sous la présidence de M. Flaudin.

Le président. — Il semblerait résulter du compte-rendu analytique que le président a pu constater de voter une motion de regret en ce qui concerne l'attitude du journal le *Matin*. La vérité est qu'il a simplement mis aux voix une motion appuyée par un grand nombre de nos collègues appartenant à des opinions contraires. Il n'a nullement pris une initiative qu'il n'aurait pu prendre sans sortir de son rôle, de ses attributions et des devoirs d'impartialité dont il entend ne point se départir. L'avis à faire, cette rectification, non certes pour éviter des attaques de presse qui me laisseraient absolument indifférent, mais afin que l'autorité morale indispensable à la présidence de vos débats, ne soit pas atteinte.

Le président communique une lettre de M. Frédéric Gachet, rédacteur du *Journal de Roubaix*, demandant que lecture soit donnée à la commission de la lettre écrite par lui à M. Chenavaz, député de l'Isère, au sujet de la question posée par M. Anthime Ménard à M. Mazet. Lecture est donnée de cette lettre.

Le président communique une lettre de M. Paul Laroche qui demande à déposer devant la commission d'enquête au sujet des agissements des congrégations. La commission estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande. Le docteur Achard télégraphie qu'il se présentera demain mercredi devant la commission. L'ordre du jour appelle la discussion sur la conclusion du rapport au sujet de laquelle il a été décidé qu'il ne serait point communiqué de procès-verbal à la presse.

La commission d'enquête entend M. Mascaraud à cinq heures.

M. Flaudin communique une dépêche de M. Léon Flays, avocat, qui demande à être confronté avec M. Cendré.

M. Mascaraud est introduit.

Confrontation de Cendré et de M. Mascaraud.

M. Flaudin. — Vous connaissez les incidents de la séance d'hier. Il n'a pas dépendu de nous que votre nom ne soit pas connu du public.

M. Mascaraud. — J'ai toujours parlé franchement. Je donne ma parole d'honneur qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande. Le docteur Achard télégraphie qu'il se présentera demain mercredi devant la commission. L'ordre du jour appelle la discussion sur la conclusion du rapport au sujet de laquelle il a été décidé qu'il ne serait point communiqué de procès-verbal à la presse.

La commission d'enquête entend M. Mascaraud à cinq heures.

M. Flaudin communique une dépêche de M. Léon Flays, avocat, qui demande à être confronté avec M. Cendré.

M. Mascaraud est introduit.

Confrontation de Cendré et de M. Mascaraud.

M. Flaudin. — Vous connaissez les incidents de la séance d'hier. Il n'a pas dépendu de nous que votre nom ne soit pas connu du public.

M. Mascaraud. — J'ai toujours parlé franchement. Je donne ma parole d'honneur qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande. Le docteur Achard télégraphie qu'il se présentera demain mercredi devant la commission. L'ordre du jour appelle la discussion sur la conclusion du rapport au sujet de laquelle il a été décidé qu'il ne serait point communiqué de procès-verbal à la presse.

La commission d'enquête entend M. Mascaraud à cinq heures.

M. Flaudin communique une dépêche de M. Léon Flays, avocat, qui demande à être confronté avec M. Cendré.

M. Mascaraud est introduit.

Confrontation de Cendré et de M. Mascaraud.

M. Flaudin. — Vous connaissez les incidents de la séance d'hier. Il n'a pas dépendu de nous que votre nom ne soit pas connu du public.

M. Mascaraud. — J'ai toujours parlé franchement. Je donne ma parole d'honneur qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande. Le docteur Achard télégraphie qu'il se présentera demain mercredi devant la commission. L'ordre du jour appelle la discussion sur la conclusion du rapport au sujet de laquelle il a été décidé qu'il ne serait point communiqué de procès-verbal à la presse.

La commission d'enquête entend M. Mascaraud à cinq heures.

M. Flaudin communique une dépêche de M. Léon Flays, avocat, qui demande à être confronté avec M. Cendré.

M. Mascaraud est introduit.

Confrontation de Cendré et de M. Mascaraud.

M. Flaudin. — Vous connaissez les incidents de la séance d'hier. Il n'a pas dépendu de nous que votre nom ne soit pas connu du public.

M. Mascaraud. — J'ai toujours parlé franchement. Je donne ma parole d'honneur qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande. Le docteur Achard télégraphie qu'il se présentera demain mercredi devant la commission. L'ordre du jour appelle la discussion sur la conclusion du rapport au sujet de laquelle il a été décidé qu'il ne serait point communiqué de procès-verbal à la presse.

La commission d'enquête entend M. Mascaraud à cinq heures.

M. Flaudin communique une dépêche de M. Léon Flays, avocat, qui demande à être confronté avec M. Cendré.

M. Mascaraud est introduit.

Confrontation de Cendré et de M. Mascaraud.

La Guerre

russo-japonaise

EN MANDCHOURIE

Occupation de Kai-Ping

Chefoo, 5 juillet. — Le bruit court que les Japonais ont occupé Kai-Ping sans opposition et qu'ils marchent sur Taché-Tcho.

Les Forces russes

Shanghai, 5 juillet. — On rapporte que les forces russes en Mandchourie se décomposent ainsi : 75,000 hommes à Kharbine; 25,000 à Moukden; 25,000 à Liao-Yang; 35,000 à Har-Tcheng; 40,000 à Ta-Tche-Kiao. (Morning Post).

Attaque d'Avant-Postes

Tokio, 5 juillet. — Le général Kuroki rapporte que deux bataillons russes ont attaqué les avant-postes japonais à Mo-Tien-Ling, lundi, à l'aube, à la faveur d'un épais brouillard. Les Russes, repoussés, sont revenus trois fois à la charge. Ils ont été finalement repoussés. Les Japonais ont poursuivi jusqu'à trois milles à l'Ouest de Mo-Tien-Ling, les Russes, qui ont laissé trente morts et cinquante blessés. Les pertes japonaises sont de quinze tués et trente blessés.

La Marche en avant des Japonais

Suivant une dépêche de Tokio, 5 juillet, publiée par les journaux, une partie de la colonne japonaise du Nord-Ouest, à occupé Siaou-Pien-Ling, à six milles au Nord-Ouest de Fenchou-Ling.

A PORT-ARTHUR

Débarquement japonais

Tien-Tsin, 5 juillet. — Depuis le 27 juin, la flotte japonaise est occupée à débarquer des troupes à Dainy pour l'attaque finale de Port-Arthur.

L'Amiral Skrydloff

Tokio, 5 juillet. — On croit ici que l'amiral Skrydloff est à bord du contre-torpilleur *Léonard-Boudouff* et que lorsque ce navire arrivera dans les parages de Port-Arthur la flotte russe fera une sortie pour prendre l'amiral à bord d'un cuirassé ou pour protéger l'entrée du contre-torpilleur dans le port.

Autour de Port-Arthur

Chefoo, 5 juillet. — Un Russe parti de Port-Arthur samedi dernier déclare que le seul dommage causé jusqu'à présent à la ville a été la destruction de deux maisons. Les récentes bombardements n'ont fait aucune victime. Les Russes ont fait de nombreuses victimes. L'embarkement à la baie du Pigeon, mais doit partir directement de Port-Arthur. Cette restriction fait supposer que les Japonais sont dans le voisinage de la baie du Pigeon.

Dans la Place

Londres, 5 juillet. — On publie la dépêche suivante, de Chefoo, 5 juillet : « Des Chinois partis de Port-Arthur samedi dernier rapportent qu'il ne reste que neuf gros bâtiments, alors que la flotte se composait de onze le 23 juin. Ils ajoutent que dimanche les armées en dehors de Port-Arthur étaient à un mille de la ville. Les Japonais s'avancent, de colline en colline, et placent sur toutes des canons de gros calibre. Ils auraient débarqué à Dainy 150 de ces canons. »

EN RUSSIE

Le Ravitaillement des flottes russes

Saint-Petersbourg, 5 juillet. — On affirme, dans les milieux bien renseignés, que les vapeurs *Smolensk* et *Petersbourg*, de la flotte marchande de la mer Noire, et les transports *Bural*, *Terek Kouban* et *Don*, accompagneront la deuxième escadre du Pacifique au moment de son départ pour l'Extrême-Orient pour la ravitailler en charbon en cours de route.

L'Escadre de la Baltique

Saint-Petersbourg, 5 juillet. — Le départ de l'escadre de la Baltique pour l'Océan Pacifique n'aura pas lieu avant cinq ou six semaines. Avec elle partiront plusieurs navires de la flotte voilière russe. Quelques vaisseaux ont été achetés récemment en Allemagne avec vingt transports.

Mobilisation

Saint-Petersbourg, 5 juillet. — Un ukase impérial ordonne en même temps que la mobilisation de plusieurs corps de troupes de la circonscription militaire de Saint-Petersbourg la convocation des réservistes dans toute une série de districts, à savoir : dans vingt districts des gouvernements de Saint-Petersbourg, d'Esthonie, de Livonie, de Pleskian, de Novgorod qui rentrent dans la circonscription militaire de Saint-Petersbourg; dans six districts des gouvernements de Tver, Moscou et Toula, qui rentrent dans la circonscription militaire de Moscou. Ensuite dans les gouvernements de Kasan, de Perm, de Viatchka, de Simbirsk, qui rentrent dans la circonscription militaire de Kasan. Enfin dans les gouvernements de Kiew et de Poltava, de la circonscription militaire de Kiew.

Petites Nouvelles

de la Guerre

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

Les torpilleurs, transportés sur la ligne transsibérienne, ont été placés à l'entrée du fleuve Amour et dans les régions de l'île Sakhaline pour empêcher toute tentative de débarquement.

mais vu cet homme. Je compte sur la commission pour me laver de ces imputations.

M. Georges Berger. — Dans quels rapports êtes-vous avec le ministère ?

M. Mascaraud. — Dans de très bons rapports.

M. G. Berger. — Soupeonnez-vous quels sont les auteurs de la conspiration que vous dites ourdie contre vous ?

M. Mascaraud. — Non ; j'ai été très militant au comité républicain du commerce et de l'industrie, mais j'ai toujours été un adversaire loyal.

M. Bonnevay. — Votre agenda est-il annuel ou porte-t-il sur plusieurs années ?

M. Mascaraud. — Sur plusieurs années. L'année publique tous les soirs à un banquet. Ma vie publique est peut-être connue de tous. Elle est consacrée toute entière à la défense des intérêts du commerce et de l'industrie. Je n'ai jamais changé d'opinion et je n'ai pas besoin d'argent.

M. Césbron. — Nous attachons plus d'importance à votre copie de lettres.

M. Mascaraud. — Les lettres étaient signées par moi, mais ma signature ne figure pas sur le copie de lettres.

M. Berthoulet. — Le docteur Achard précède sans doute la date.

M. Césbron. — M. Mascaraud ne pense-t-il pas que son amitié avec M. Millerand lui ait suscité de la part du cabinet actuel des inimitiés ?

M. Mascaraud. — Non ; je suis indépendant et je ne rends aucune de mes amitiés. Je ne crois pas avoir d'ennemis à gauche.

M. Mulac dit que la vérification du copie de lettres n'aurait pas de valeur et même pourrait donner des indications fausses.

M. Colin fait observer que M. Mascaraud offre une preuve qui peut être n'être qu'une simple et peut-être dangereuse. La seule preuve directe possible est le témoignage des Charteux.

M. Césbron. — Ce ne sont pas les Charteux qui ont fait connaître le nom de M. Mascaraud. C'est M. Bichat du Matin.

M. Mascaraud se retire pour envoyer chercher son agenda.

La séance est reprise à cinq heures.

M. Mascaraud. — Je demande à la commission d'entendre M. Bichat, mon administrateur.

M. Ballaing est introduit.

Il est le secrétaire du comité républicain du commerce et de l'industrie.

M. Mascaraud. — Une interview de l'Éclair par le 14, 15 et 16 mars, comme étant les jours de la visite de l'X à Fourvière. Mon secrétaire va vous donner l'emploi de mon temps pendant ces jours-là.

M. Ballaing. — M. Mascaraud part à Besançon le 1er mars et rentre le lendemain.

M. Desbrières-Desardes. — En 1903 ?

M. Ballaing. — Non, en 1904.

M. Flamin. — C'est l'agenda de 1903 qui intéresse la commission.

M. Ballaing se retire pour aller chercher l'agenda de 1903. M. Mascaraud se retire également.

La commission reprend la discussion sur les conclusions du rapport.

Il est procédé au scrutin pour la nomination du rapporteur.

Premier tour. — MM. Léopold Fabre, 15 voix ; Colin, 9 ; Beauregard, 7 ; Desbrières-Desardes, 7.

M. Léopold Fabre déclare qu'il n'est pas candidat et prie les commissaires qui ont voté pour lui de reporter les suffrages sur M. Colin.

M. Colin déclare qu'il n'est pas candidat.

La majorité absolue (17) n'ayant pas été obtenue, il est procédé à un second tour.

Deuxième tour de scrutin. — Ont obtenu : MM. Colin, 16 voix ; Beauregard, 1 ; bulletins blancs, 1.

Aucun des candidats n'ayant réuni la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un troisième tour.

M. Colin retire sa déclaration de non candidature. Il ajoute que M. Léopold Fabre ayant obtenu au premier tour le plus grand nombre des suffrages, doit accepter le rapport.

Troisième tour de scrutin. — M. Colin, 19 voix ; M. Fabre, 13 ; bulletins blancs, 1.

M. Colin est donc proclamé rapporteur de la commission d'enquête.

M. Baudon. — Je propose à la commission de retenir l'affaire Lagrave et de renvoyer au ministre de la justice les autres dossiers.

M. Beauregard. — Je crois que M. Baudon a obtenu satisfaction dans la discussion générale.

M. Baudon retire sa proposition.

M. Mascaraud est introduit, ainsi que M. Ballaing. Celui-ci donne lecture de l'agenda, du 1er février au 17 mars 1903, avec l'indication, jour par jour, de l'emploi du temps de M. Mascaraud. Il n'y a que deux jours de déplacement en province, à Rouen et à Lille.

M. Mascaraud. — Je tiens à faire tout ce que je pourrai pour me faire rendre justice. Je compte, pour cela, sur la commission, à la disposition de laquelle je mets absolument. Si on veut m'accompagner chez le prieur des Charteux, je suis tout prêt à m'y rendre.

M. Mascaraud et Ballaing se retirent.

M. Le Moigne dit que la preuve apportée par M. Mascaraud est suffisante. Quant au voyage qu'il propose, si la commission était de cet avis, il faudrait d'abord s'assurer si les Charteux sont disposés à recevoir une délégation accompagnant M. Mascaraud.

M. Mulac croit qu'il vaut mieux surseoir à la décision à prendre jusqu'à la déposition de M. Fleys, avocat, qui demande à être confronté avec M. Centre.

M. Poulain a d'avis que le voyage demandé par M. Mascaraud est inutile.

M. Codet. — Je me suis opposé au voyage du Hayre pour aller attendre M. Lagrave et j'ai dit que la commission se couvrirait de ridicule en y allant. Je suis du même avis au sujet du voyage de Pignorol. Je suis convaincu de la sincérité de M. Mascaraud et j'estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la demande très compréhensible mais inacceptable de M. Mascaraud.

M. Rabier. — Le témoignage de Centre est absolument suspect et même, sans l'expérience de la commission, il n'y a pas à hésiter entre la déclaration d'un honnête homme comme M. Mascaraud et les dires d'un homme qui a toujours menti devant la commission. J'estime que la commission doit mettre M. Mascaraud absolument hors de cause.

M. Berthoulet s'agit en ce moment que d'une dépêche à envoyer aux Charteux.

M. Le Moigne. — Je crois à la démonstration de M. Mascaraud, mais il ne faut pas accuser de mensonge le témoin Centre, qui est un pauvre homme et qui s'est surtout trouvé intimidé. Je m'associe à la proposition de M. Mulac, de surseoir jusqu'à demain, mais si on doit télégraphier aux Charteux, c'est ce soir même qu'il faut le faire.

M. Colin. — On ne peut refuser à M. Mascaraud ce qu'il demande.

M. Poulain. — Les Charteux ne répondront pas.

M. Le Moigne. — Il s'agit pour eux, non plus de révéler un intermédiaire, mais de laver un adversaire politique de l'accusation portée contre lui.

M. Codet dit qu'il n'est pas de la dignité de la commission de s'adresser aux Charteux, en présence de l'attitude qu'il ont eue vis-à-vis d'elle.

La commission décide l'ajournement de la discussion à demain.

M. le président règle ainsi l'ordre du jour de la séance de demain.

A une heure et demie, audition de MM. le docteur Achard, Cottin et Fleys.

La séance est levée à sept heures et demie.

à déposer son rapport assez tôt pour que la Chambre puisse se prononcer sur ses conclusions avant les vacances.

Les Bâtiments de Fourvière

Le tribunal des conflits a statué sur une question de compétence relative aux Charteux.

On sait qu'après le rejet par la Chambre de leur demande d'autorisation, il est intervenu un décret rapportant les affectations d'immeubles qui avaient été consenties à la congrégation en 1816 et en 1859. Mais l'abbé Rey assigna les représentants de l'Etat devant le tribunal des conflits. Il alléguait que l'Etat ne peut reprendre possession des immeubles de Fourvière sans avoir au préalable indemnisé le possesseur de bonne foi des dépenses qu'il a faites dans les immeubles.

Le préfet opposa alors un déclinatoire d'incompétence, mais le président du tribunal civil s'étant déclaré compétent, le préfet a élevé le conflit.

Le tribunal des conflits a rendu son jugement, et sur cette question de compétence, l'autorité judiciaire a été reconnue compétente.

ÉCHOS POLITIQUES

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 5 juillet. — Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

M. Delcassé a entretenu le conseil des différentes affaires extérieures en cours.

Les ministres se sont ensuite occupés des questions qui figurent à l'ordre du jour des deux Chambres et sur lesquelles il doit être statué avant la clôture de la session.

Enfin, le garde des sceaux a donné lecture d'une lettre de M. Cottignies, par laquelle celui-ci donne sa démission des fonctions de procureur de la République près le tribunal de la Seine.

Cette démission a été acceptée.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

Paris, 5 juillet. — Le gouvernement est d'avis qu'en raison de la proximité de la clôture de la session, il n'est pas possible à la Chambre d'aborder dès maintenant l'examen de la question de l'impôt sur le revenu, mais il acceptera, si la demande en est faite, que la discussion de cette question vienne au début de la prochaine session extraordinaire avant la discussion générale du budget.

LE VOYAGE DU BEY

Toulon, 5 juillet. — Le croiseur *Desaix*, portant le pavillon de l'amiral Antoine, vient de quitter le port se rendant à la Goulette pour prendre le bey de Tunis qui débarquera à Marseille.

LES MINISTÈRES

INSTRUCTION PUBLIQUE

Paris, 5 juillet. — Sont nommés officiers de l'instruction publique :

MM. Deland, instituteur public à Allasac (Corrèze) ; Mme Brunet, institutrice publique à Couze ; M. Dupont, instituteur public à Toulouse ; M. Peyrecaud, instituteur public à la Reole ; M. Chénou, instituteur public à Couzeix ; M. Benausse, instituteur public à Carcassonne ; M. Galdou, instituteur public à Pierrefort ; M. Siriz, instituteur public à Orlat (Corrèze) ; M. Morand, instituteur public à Nontron ; M. Boué, instituteur public à Lectoure ; M. Magnan, instituteur public à Lectoure ; M. Rouquette, instituteur public à Aspiran ; M. Jean, instituteur public à Béziers ; M. Boque, instituteur public à Saint-Sauveur-la-Vallée (Lot) ; M. Lussagnet, institutrice publique à Puyssic (Lot) ; M. Veyre, institutrice publique à Orlat (Corrèze) ; M. Bénédict, instituteur public à Toulon (Var) ; M. David, instituteur public à Fromental (Haute-Vienne) ; M. Fromental, instituteur public à Fromental (Haute-Vienne).

POIGNÉES DE NOUVELLES

— A Barcelone, un français, Georges Cantillier, âgé de 35 ans environ, s'est suicidé par pendaison, dans une chambre qu'il occupait, passage de Credito, 6. On ignore les motifs de cet acte de désespoir.

— A Vigo (Espagne), un jeune homme, de nationalité portugaise, s'est suicidé d'un coup de revolver dans la tête, sur la tombe d'une jeune fille, sa fiancée, morte depuis quelques jours. Il avait été dans la poche de son gilet une bague de cheveu de celle qu'il devait épouser.

— Un marinier a repêché, la nuit dernière, vers onze heures, dans le canal Saint-Martin, les cadavres de deux jeunes filles semblant âgées de 15 à 16 ans, vêtues de noir. Ces deux jeunes filles s'étaient jetées à l'eau depuis peu d'instants ; on n'a trouvé sur elles aucun papier d'identité, et les deux cadavres ont été transportés à la Morgue.

— Le huitième concours international de tir s'ouvrira à Lyon, le 1er juillet. Plus de 3,000 tireurs, pour la plupart lauréats de concours importants, sont attendus.

— Le général Reyes a été élu président de la République de Colombie.

— Les cadavres d'un jeune homme et d'une jeune fille ont été trouvés, cette nuit, affreusement mutilés sur le rocher de Reims, à Epervan. Ce suicide est attribué à un désespoir d'amour.

CA & LA

Congrès universel de la Libre Pensée à Rome

Le conseil municipal de Paris sera officiellement représenté au congrès universel de la Libre-Pensée de Rome les 20, 21 et 22 septembre prochain par les citoyens Colly, Poiry, Hénaï.

La commission d'organisation du congrès de Rome (section française) prépare un grand meeting où le citoyen Léon Fournier, secrétaire de la Fédération internationale de la Libre-Pensée, prendra la parole.

Il sera assisté des représentants les plus célèbres de la Libre-Pensée française et de l'idée laïque.

« Sémiramis » aux Arènes de Nîmes

Nîmes, 5 juillet. — Le grand public qui, le soir de la représentation de *Sémiramis*, aux arènes, acclamera joyeusement cette belle œuvre, son auteur et ses interprètes, ne se rendra peut-être jamais compte du labeur opiniâtre et prolongé qu'il précède et prépare d'aussi beaux exploits. Depuis longtemps déjà, ceux qui ont assumé la responsabilité de cette fête d'art travaillent assidûment à son organisation. Notre compatriote, M. Péladan, a retouché et mis au point son admirable poème, l'animent encore de quelques nobles cortèges, de quelques mouvements scéniques qui sont appelés à de saisissants effets dramatiques.

Comme on a pu le voir par les notes communiquées à la presse, les interprètes de la tragédie, en possession de leurs rôles respectifs, les répètent fréquemment dans la grande salle des fêtes du Trocadéro, dont les vastes dimensions leur offrent un peu préparés à la majesté immense de notre amphithéâtre. Et ces grands artistes, notamment Mme

Second-Weber, sont enthousiastes de leurs rôles. C'est là le meilleur des présages.

Bref, on commence à s'agiter fort autour de *Sémiramis*. La fièvre de la bataille à livrer, du triomphe à assurer, échauffe les esprits. Les récents articles d'art de M. Péladan, en soulevant partout les discussions les plus passionnées, mettent plus que jamais en lumière cette originale figure de penseur et d'artiste.

La représentation de *Sémiramis*, qui révélera au grand public méridional un grand poète, sera mieux qu'une belle fête : une grande solennité d'art.

A TRAVERS LA REGION

Une Femme qui tue son mari

Bergerac (Dordogne), 5 juillet. — Le quartier du Pont-Saint-Jean a été mis en émoi, lundi soir, par un drame de famille.

Le sieur Ferrier, âgé de 26 ans, ouvrier chez M. Paulin, charbon, rue du Pont-Saint-Jean, s'est marié, depuis deux ans, avec la nommée Blanche Duray. Depuis leur mariage, de nombreuses disputes s'élevaient entre les deux époux pour des futilités.

Hier au soir, Ferrier, après avoir mis la soupe de sa femme sur le feu, se coucha. A huit heures, son épouse arriva. Ferrier lui demanda d'où elle venait et si c'était à huit heures que se terminaient les journées.

La discussion ne tarda pas à dégénérer en dispute. Ferrier sortit du lit en maugréant et en lançant des menaces à son épouse. Celle-ci prit un morceau de pain et une pomme de terre et se rendit chez une voisine habitant la même maison. Ferrier la rapplaça et voyant qu'elle ne se rendait pas à son appel, il la menaça de lui faire réintégrer leur chambre avec son fusil.

La femme Ferrier resta chez la voisine ; son époux y vint alors et lui lança une gifle. Se voyant frappée, la femme Ferrier fit un mouvement et lança en pleine poitrine de son homme le couteau de poche qu'elle tenait à la main.

Ferrier fit un tour dans la pièce en criant : « Je suis mort ! »

En effet, arrivé sur la porte du couloir séparant les deux chambres, il tournoya et s'abattit. La mort avait été instantanée.

Le parquet de Bergerac s'est rendu sur les lieux.

MM. Dumont, juge d'instruction ; Laboulbène, substitut ; Pons, commissaire de police, et M. le docteur Barreau se rendirent sur les lieux.

Après enquête, la femme Ferrier a été mise en état d'arrestation. A minuit, elle était écrouée.

Meurtre

Marseille, 5 juillet. — Vers onze heures, avant-hier soir, M. Isola, journaliste, prenait le frais devant la porte de la maison qu'il habite, 23, rue des Économies. Au moment où il s'y attendait le moins, n'ayant rien entendu, un coup de feu retentit et Isola fut atteint par une balle au flanc gauche.

Des voisins étant accourus, relevèrent Isola et le transportèrent à la Permanence et de là à l'Hôtel-Dieu, où il ne tarda pas à rendre le dernier soupir sans avoir repris connaissance.

L'enquête à laquelle s'est livrée le commissaire de police n'est point parvenue encore à faire connaître l'agresseur du malheureux journaliste.

Drame de famille

Marseille, 5 juillet. — Avant-hier matin, une dame habitant notre ville recevait une carte postale injurieuse et diffamatoire qu'elle supposait provenir d'un tueur de bestiaux nommé Bourgeois. Elle écrivit à son frère, M. Montagne, garde champêtre à Bouc-Cabris, village sis entre Marseille et Aix. M. Montagne vint en ville et hier, vers midi, il se rendit à la gare maritime, où il savait devoir rencontrer Bourgeois, pour lui demander des explications. Mais celui-ci, dès qu'il vit venir Montagne, se jeta sur lui armé d'un bâton et le roua de coups. M. Montagne ne pouvant se défendre — Bourgeois étant une sorte d'hercule — sortit son revolver, qui ne contenait plus qu'une balle, et fit feu. Bourgeois, atteint au flanc gauche, tomba, probablement mortellement blessé. On dut transporter d'urgence à l'Hôtel-Dieu. Quant à M. Montagne, il alla au commissariat de police faire le récit de ce qui venait d'arriver. Il a été gardé à la disposition du procureur de la République.

Accident mortel

Albi, 5 juillet. — Hier matin, un domestique au service de M. le comte de Toulouse-Lautrec, Antoine Viala, âgé de 73 ans, ayant voulu poser un châssis donnant sur le palier, est tombé d'une hauteur de neuf mètres. Dans sa chute, le malheureux vieillard s'est brisé la colonne vertébrale. Sa mort a été instantanée.

BARBAZAN Neuvaine de santé.

DORS REGION

Accident d'automobile

Privas, 5 juillet. — Un grave accident est arrivé au tournant Gimon, dans le d'artier du Bois-Vignal, sur la route nationale numéro 102. Cinq personnes se trouvaient dans une automobile : M. Gontier, notaire à Vais-Bains, et sa femme ; M. et Mme Ganne et leur petite fille. Un pneu ayant éclaté, l'automobile s'est jetée sur un platane et a versé ensuite. M. et Mme Gontier, ainsi que la petite Ganne ont été relevés ensanglantés et transportés dans une villa voisine ; l'état de Mme Gontier paraît être très grave.

Explosion d'une machine

Paris, 5 juillet. — Le commissaire spécial de la gare Saint-Lazare a interrogé MM. Navel et Lecomte, mécanicien et chauffeur de la locomotive qui a fait explosion, et M. Rouvel, le chauffeur du mécanicien de gare.

Les trois personnes interrogées ont été unanimes à déclarer que la machine était en parfait état et qu'elle fonctionnait régulièrement. Le mécanicien et le chauffeur, qui l'avaient quittée une heure environ avant l'explosion, affirment qu'à ce moment la pression était normale et que rien de particulier n'avait attiré leur attention.

Les Sports

COURSES DE CHEVAUX

A Compiègne

Paris, 5 juillet. — Prix du Fort Poirier, 2,000 fr., 900 mètres. — 1. Mariphe (Waugh), à M. Donohue ; 2. Forest-Bird (Gray), à M. le comte de Sels ; 3. Lustruc (S. Stern), à M. Ed. Cunningham. — Non placés : Messine, Norma, Handsome, Firefly, Floweret, Fleur d'Iris, Sarabande, Elfrida II. Lis-sita. *Deat-head* pour la première place.

Parti mutuel. — Pesage : Gagnant, 31 fr. 50 ; places, 13 fr. 50, 11 fr. 50, 9 fr. 50, 7 fr. — Pelouse : Gagnant, 29 fr. 50 ; places, 12 fr. 17, 11 fr. 17, 9 fr. 50, 7 fr.

Prix du Gouvernement, 2,500 fr., 2,400 mètres. — 1. Capoulet (A. Carter), à M. J. Prat ; 2. Chaldée (Spears), à M. le baron Foy ; 3. Oufa (L. Spencer), à M. Caillaud. — Non placés : Le-Corant, Mon-Pays, Octogone, Amorce, Charlotte.

Parti mutuel. — Pesage : Gagnant, 67 fr. ; places, 13 fr. 8, 12 fr. 50, 9 fr. 50, 7 fr. — Pelouse : Gagnant, 53 fr. 50 ; places, 12 fr. 50, 11 fr. 50, 9 fr. 50, 7 fr.

Prix de la Société sportive, 4,000 fr., 2,400 mètres.

1. Xénophon (N. Turner), à M. Leigh ; 2. Sonate (L. Spencer), à M. Caillaud. — Non placés : Pou-pé, Nibode.

Parti mutuel. — Pesage : Gagnant, 7 fr. ; places, 6 fr., 6 fr. 50, 5 fr. — Pelouse : Gagnant, 6 fr. ; places, 5 fr., 4 fr. 50, 4 fr.

Révolon (Royal-Light, 2,000 fr., 1,500 mètres. — 1. San-Marcel (A. Carter), à M. J. C. Rouher ; 2. Ac-corte (baron Foy), à M. le baron Foy ; 3. Coronne (M. Charrou), à M. F. Charrou. — Non placés : Handsome, Sarsfield, Chasmeboys, Creamfly, Libidinus, Allage. — Pesage : Gagnant, 143 fr. 50 ; places, 21 fr., 18 fr. 50, 17 fr.

Grand-prix de Compiègne, 10,000 fr., 3,500 mètres. — 1. San-Marcel (A. Carter), à M. J. C. Rouher ; 2. Vitellius (N. Turner), à M. T. P. Thorne. — Non placés : Panteleia, For-Ever, Orphan, La-Taraine. — Parti mutuel. — Pesage : Gagnant, 23 fr. ; places, 10 fr., 8 fr. 50, 7 fr. — Pelouse : Gagnant, 15 fr. 50 ; places, 10 fr. 50, 9 fr. 50, 7 fr.

Prix de Villers-Cotterets, 4,000 fr., 2,400 mètres. — 1. Champ-de-Mars (L. Spencer), à M. Caillaud ; 2. Torquato-Tasso (G. Stern), à M. R. Mills. — Non placés : Crispette, Emplaire, Rakka, Rinne.

Parti mutuel. — Pesage : Gagnant, 23 fr. ; places, 10 fr., 10 fr. 50, 9 fr. — Pelouse : Gagnant, 15 fr. 50 ; places, 10 fr. 50, 9 fr. 50, 7 fr.

Le Championnat athlétique

Londres, 5 juillet. — L'Irlandais Kieley est le gagnant du championnat athlétique du monde.

AUTOMOBILISME

Bayard-Clement à Toulouse

Essais tous les jours de la nouvelle Bayard, 4 cylindres, chez MM. Bonneville et Chabrol, 52, boulevard Carnot.

M. Van Marcke, de la Maison Bayard, est à la disposition des chauffeurs et agents de la région.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Ville de Paris, 1894-1896

Paris, 5 juillet. — Le numéro 358,407 gagne 100,000 francs.

Le numéro 259,734 gagne 20,000 francs.

Les numéros 124,555 et 147,023 gagnent chacun 10,000 francs.

Les numéros 360,491 204,972 et 210,120 gagnent chacun 2,500 francs.

Les quatorze numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs :

6,188 446,323 151,685 149,820 117,487 104,788 292,022 120,856 391,697 374,137 139,063 267,216 233,633 325,195

Obligations foncières 1895

Le numéro 404,972 gagne 100,000 francs.

Le numéro 450,450 gagne 25,000 francs.

Les six numéros suivants gagnent chacun 5,000 francs :

643,369 918,887 561,111 24,506 955,647 431,640

Les quarante-cinq numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs :

645,182 36,328 838,027 620,867 225,160 468,857 365,544 578,700 428,755 812,347 749,114 578,753 956,330 476,076 304,170 78,817 568,657 167,644 846,538 70

